

Vallières, Marc, *Courtiers et entrepreneurs : le courtage financier au Québec, 1867-1987* (Québec, Septentrion, 2019), 457 p.

Thierry Nootens

Volume 74, numéro 4, printemps 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1081980ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1081980ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nootens, T. (2021). Compte rendu de [Vallières, Marc, *Courtiers et entrepreneurs : le courtage financier au Québec, 1867-1987* (Québec, Septentrion, 2019), 457 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 74(4), 101–104. <https://doi.org/10.7202/1081980ar>

naît une transformation dans l'utilisation du feu par l'humanité en mentionnant la quantité de combustibles fossiles nécessaire à la production de son livre, mais il hésite toutefois à proposer « that a massive wildfire in a quiet corner of the world 200 years ago offers direct parallels to, let alone direct lessons for, our present and pending experience of the climate crisis. » (p. 181)

Il est toujours possible toutefois d'échafauder une telle interprétation. Les grands feux du XIX^e siècle étaient largement associés à la déforestation, et ceux du XXI^e siècle, de plus en plus, aux changements climatiques. Le livre de MacEachern s'ouvre sur un merveilleux récit à propos du *Baron of Renfrew*, un énorme bateau fait de bois et conçu pour transporter des cargaisons de bois du Nouveau-Brunswick jusqu'en Grande-Bretagne. C'est l'emblème idéal d'une économie du bois, et la ruine du *Renfrew* – il s'échoue dans la Tamise avant de se briser – en a fait le *Titanic* (avant l'heure) du bois de l'époque. De façon similaire, l'incendie de Miramichi est l'expression parfaite d'un méga-incendie typique d'une économie forestière préindustrielle et d'un processus de colonisation dépendant des flammes. Une prochaine histoire pourrait prendre comme point de vue, plutôt que le voilier *Renfrew*, l'avènement simultané des bateaux à vapeur. Le premier océanique à vapeur a navigué en 1821 et la première traversée de l'Atlantique a eu lieu en 1827. Plus tard, de grands feux comme celui de Peshtigo et de Cochrane ont été déclenchés par l'interaction entre la foresterie et les locomotives; et l'incendie de Fort McMurray (en Alberta) et de Paradise, en Californie, par une ère de sables bitumineux et de pétrole. Chaque époque a ses incendies caractéristiques. Bachelard avait peut-être mis le doigt sur quelque chose; parfois, les événements méritent un peu de fantasmagorie et un soupçon de prose mélodramatique.

STEPHEN PYNE

Professeur émérite

Arizona State University

Traduit par Patricia Raynault-Desgagné

Vallières, Marc, *Courtiers et entrepreneurs: le courtage financier au Québec, 1867-1987* (Québec, Septentrion, 2019), 457 p.

La quasi-absence de publications d'envergure en histoire économique ne peut échapper à l'observateur de l'historiographie québécoise contem-

poraine. Sauf erreur, seul Robert Sweeny a récemment livré une étude approfondie de la production et de l'appropriation du capital dans le contexte du Montréal préindustriel (*Why Did We Choose to Industrialize? Montreal, 1819-1849* [2015]).

Avec *Courtiers et entrepreneurs*, Marc Vallières contribue de manière franche aux connaissances sur l'histoire de la monétarisation de la vie sociale au Québec, sous l'angle spécifique d'une forme complexe de capital, celle des valeurs mobilières. C'est là, en quelque sorte, le prolongement naturel d'une monographie intitulée *Le Québec emprunte: syndicats financiers et finances gouvernementales, 1867-1987* (2015). Vallières examine le développement du courtage des valeurs mobilières et les pratiques des acteurs de ce marché, en l'occurrence les courtiers, les maisons (firmes) de courtage et les syndicats financiers. Le courtage recouvre en fait deux activités principales: le financement d'entreprises et d'institutions par l'émission d'actions et d'obligations, d'une part, et les transactions sur ces mêmes produits, d'autre part. Si le sous-titre indique 1867 comme point de départ, l'histoire des valeurs mobilières au Québec est en fait plus ancienne. L'année 1987, elle, convient mieux à titre de fil d'arrivée, car elle voit le début d'une série très rapide d'absorptions de maisons de courtage par les grandes banques canadiennes. L'ensemble de la démonstration prend appui sur un travail colossal de mise en forme de données, labour lui-même basé sur une recherche documentaire considérable (périodiques financiers, publications boursières, répertoires biographiques, etc.).

L'analyse quantitative et la prosopographie sont à l'honneur. Plusieurs reconstitutions de parcours d'individus et de firmes, notamment, nous transportent sur le terrain de la microsociologie de la finance et permettent de mieux saisir les stratégies à l'œuvre, l'importance des réseaux et la pérennité toute relative des positions dominantes dans ce secteur. Des personnages connus, tels les Forget, en côtoient d'autres qui nous l'étaient moins, comme Jean-Louis Lévesque, véritable baron de la finance de l'après-guerre au Québec. Surtout, les trajectoires analysées mettent en lumière les conditions qui présidaient à l'exercice du pouvoir dans le monde de la finance, au premier chef la combinaison du commerce des valeurs mobilières avec la direction et le contrôle d'entreprises d'autres secteurs (industries, assurances).

La matière est exposée de manière chronologique, en quatre volumineux chapitres. Le premier retrace la naissance du marché du courtage

au Québec à partir du milieu du XIX^e siècle. L'impulsion est donnée par la diffusion des entreprises à responsabilité limitée, mais le gouvernement et les municipalités ne sont pas en reste. La Bourse de Montréal voit le jour en 1874, afin de faciliter les transactions sur les valeurs en circulation. Les courtiers ne font pas alors du commerce des actions et obligations une pratique exclusive ; plusieurs d'entre eux brassent également des affaires dans les assurances. En outre, les firmes actives à la fin du XIX^e siècle ont souvent un caractère familial, caractéristique qui perdurera longtemps au siècle suivant. Le second chapitre, « Le courtage financier en marche vers la maturité, 1900-1930 », – un peu maladroitement intitulé, eu égard au krach boursier de 1929 –, rend bien compte de l'effervescence qui marque la seconde moitié des années 1920. La Bourse de Montréal a encore tout du club privé : elle ne compte que 80 membres en 1930.

Le chapitre suivant, portant sur la période 1930-1960, fait état de la stagnation persistante du marché des valeurs mobilières jusqu'au cœur de la Seconde Guerre mondiale. Le cataclysme de la Crise, notons-le, n'engendre au Québec qu'une réaction timorée d'encadrement de la Bourse. La reprise est très forte de 1946 à 1960. Les émissions se multiplient, notamment du côté des valeurs émises par des institutions publiques provinciales, pour ne pas dire très locales (municipalités, commissions scolaires et institutions religieuses). Le quatrième et dernier chapitre (1960-1987), enfin, montre le rôle essentiel joué par le courtage financier durant la Révolution tranquille, sous l'impulsion de l'État et de ses créatures, notamment Hydro-Québec, un très fort émetteur d'obligations. L'idée que le secteur des valeurs mobilières doit être inféodé au développement de l'économie québécoise est clairement à l'ordre du jour au début des années 1970. Le marché boursier de Montréal brillera ensuite quelque temps avec de nouveaux produits comme le régime d'épargne-actions et les actions accréditives.

Vallières accorde une attention soutenue, au fil de ces chapitres, à la place des courtiers francophones. Cela avec un léger surcroît d'enthousiasme, pourrait-on dire : chaque époque, ou presque, voit émerger et se développer sous sa plume une élite « indigène » dans un monde financier très largement anglophone. Cependant, des données brutes, pour ne pas dire brutales, viennent nuancer fortement cette ascension d'élites francophones de l'argent. Par exemple, les années 1960 à 1987 sont qualifiées d'« âge d'or » des maisons de courtage francophones. Or, le fait est que

leur capitalisation est inférieure, de très loin, à celle des autres firmes actives dans la province au milieu des années 1980.

L'essentiel est ailleurs et Vallières, cette fois, vise dans le mille : ce sont les institutions locales-nationales (commissions scolaires, institutions religieuses et municipales) et l'État provincial interventionniste des années 1960 qui furent les tremplins et les véritables lieux de pouvoir de ces courtiers francophones à l'échelle du Québec, non le marché libre de la finance. De fait, le succès fondamental du courtage *made in Quebec* fut d'émanciper l'État provincial de la finance canadienne-anglaise.

Courtiers et entrepreneurs est fort richement illustré. On aurait souhaité une bibliographie générale de même que, ici et là, plus de synthèse dans la présentation des données chiffrées et une meilleure révision de la syntaxe. Il n'en demeure pas moins que cet ouvrage remarquable contribuera de manière très nette à la littérature financière de l'historienne et de l'historien lambda et demeurera fort longtemps un ouvrage incontournable en histoire des élites et de l'économie québécoise.

THIERRY NOOTENS

Université du Québec à Trois-Rivières

Centre interuniversitaire d'études québécoises

Volpé, Philippe et Julien Massicotte, *Au temps de la «révolution acadienne»*. Les marxistes-léninistes en Acadie (Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2019), 260 p.

Dans les dernières pages de ce fort beau livre sur les marxistes-léninistes en Acadie, *Au temps de la «révolution acadienne»*, Philippe Volpé et Julien Massicotte s'interrogent sur les raisons d'écrire un livre sur l'histoire du marxisme-léninisme en Acadie. Pourquoi écrire sur un fait de l'histoire récente de l'Acadie, déjà oublié, sinon uniquement présent dans la tête des quelques militants de l'époque aujourd'hui septuagénaires ? Ils sont alors bien près de contredire leur intuition de départ selon laquelle les marxistes-léninistes acadiens ne seraient pas «des hurluberlus venus d'une autre planète» (p. 3). En fait, précisent-ils, il n'y a pas eu de «révolution acadienne». Et le mouvement marxiste-léniniste en Acadie de la fin des années 1970 fut bien éphémère. Peut-être une vingtaine de militants. Sa volonté d'entrer dans les milieux ouvriers a échoué. Ses résultats électoraux ont frisé le ridicule. Il fut plus audible dans le milieu étudiant, d'où provenait l'essentiel de ses effectifs, mais encore là, ce furent des